



## Mise en œuvre de la résolution WHA75.11 (2022)

### Rapport du Directeur général

1. En mai 2022, la Soixante-Quatrième Assemblée mondiale de la Santé a adopté la résolution WHA75.11, dans laquelle elle adresse un certain nombre de demandes au Secrétariat. Le présent rapport expose la suite donnée par le Secrétariat à ces demandes. Lors de sa cent cinquante-deuxième session, le Conseil exécutif a examiné une version antérieure de ce rapport.<sup>1</sup> Le texte a été mis à jour conformément aux mesures convenues par le Conseil exécutif.

#### LE POINT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÉOLUTION<sup>2</sup>

##### Soutien de l'OMS à l'intervention humanitaire et sanitaire d'urgence

2. Dans la résolution, le Directeur général est prié de mettre à disposition le personnel, les ressources financières et le soutien au leadership nécessaires aux trois niveaux de l'Organisation pour une intervention humanitaire et sanitaire d'urgence efficace et responsable, y compris les fonctions essentielles du Groupe sectoriel pour la santé, sous la direction du Programme OMS de gestion des situations d'urgence sanitaire et conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée de la Santé.

3. Le 25 février 2022, l'OMS a déclaré que la situation en Ukraine constituait une urgence humanitaire de niveau 3 puis a mis sur pied une équipe de gestion des incidents en Ukraine, qui bénéficie du soutien d'une équipe d'appui à la gestion des incidents au Bureau régional de l'Europe et au Siège. Les fonctions essentielles au sein des deux équipes ont été immédiatement assurées grâce à la réaffectation de membres du personnel, à des déploiements d'urgence et à des recrutements. Un montant total de 9 918 572 dollars des États-Unis (USD) a été prélevé sur le Fonds de réserve pour les situations d'urgence entre le 24 février et le 9 mars 2022.

4. Du 21 mars 2022 à la fin de 2022, l'OMS a coordonné le Centre pour la santé des réfugiés, un dispositif interinstitutions auquel participent également le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Dans ce cadre, une antenne a été ouverte en Pologne pour fournir des conseils, des compétences techniques et une aide aux missions aux pays qui accueillent des

---

<sup>1</sup> Document EB152/16 ; voir aussi les procès-verbaux de la cent cinquante-deuxième session du Conseil exécutif, douzième séance, (section 2) et treizième séance (en anglais seulement).

<sup>2</sup> Données au 28 février 2023, sauf indication contraire.

réfugiés. Les bureaux de pays ont continué à soutenir directement les ministères de la santé, ainsi que leurs partenaires. En 2023, l'OMS et ses partenaires ont décidé de migrer l'antenne dans un espace virtuel et d'assurer la fonction de coordination à distance par le biais d'appels réguliers.<sup>1</sup>

5. Le Groupe sectoriel pour la santé, en soutien au Ministère ukrainien de la santé, a coordonné 196 partenaires internationaux et locaux dans l'ensemble de l'Ukraine en 2022. En 2023, le Groupe sectoriel pour la santé en Ukraine a privilégié une présence opérationnelle en mettant en place des coordonnateurs infranationaux dans quatre pôles, renforcé la mobilisation des partenaires et partagé le leadership par le biais de la coordination des organisations non gouvernementales au niveau des oblasts. Onze groupes de travail techniques et une équipe spéciale offrent des orientations et un soutien continu aux partenaires dans le cadre de la mise en œuvre des interventions. Le Groupe sectoriel pour la santé en Ukraine a mis sur pied un groupe consultatif stratégique pour fournir des orientations stratégiques globales à l'intention du Groupe sectoriel pour la santé et pour permettre la prise de décisions au nom de l'ensemble des membres.<sup>2</sup>

6. Au 31 décembre 2022, les partenaires du Groupe sectoriel pour la santé, dont 51 % sont des organisations non gouvernementales nationales, avaient mis ou mettaient en œuvre des activités dans 968 établissements humains de 24 oblasts (régions administratives), dont ont bénéficié 9,42 millions de personnes selon les estimations.<sup>2</sup> Au 31 janvier 2023, les partenaires du Groupe sectoriel pour la santé avaient livré 382 générateurs aux établissements de santé du pays à l'appui des activités de préparation pour l'hiver.<sup>3</sup> À mesure que les besoins sanitaires devenaient plus complexes dans l'environnement volatil et en rapide évolution, les partenaires ont mené un large éventail d'activités, notamment en matière de mise à disposition de fournitures et d'équipements médicaux, de soins de santé primaires, de traitement et de renvoi des patients de traumatologie, de santé mentale et de soutien psychosocial, de soins de santé sexuelle et reproductive, y compris de services d'aide aux victimes de violence fondée sur le genre, de communication sur les risques et de mobilisation communautaire, ainsi que de renforcement des capacités des agents de santé. Certains partenaires gèrent des unités intégrées de santé et de protection afin d'être en mesure d'atteindre les populations vulnérables.

7. Le Groupe sectoriel pour la santé en Ukraine a signalé qu'au 7 mars 2023, 14 partenaires ont mené ou mènent des évaluations dans les zones des oblasts de Kharkiv, Donetsk et Kherson, et 30 partenaires ont indiqué mener des activités dans les oblasts de Kharkiv, Donetsk, Kherson et Mykolaïv, allant du déploiement d'équipes médicales mobiles à la livraison de médicaments et de fournitures médicales, à la fourniture de générateurs ou à l'exécution de réparations mineures des infrastructures des établissements de santé.<sup>3</sup>

## **Prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et mesures destinées à y remédier**

8. Dans la résolution, le Directeur général est prié de veiller à ce que l'action sanitaire dirigée par l'OMS soit conforme aux normes les plus exigeantes en matière de prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et de mesures destinées à y remédier (PRSEAH) ; à ce que, en collaboration avec d'autres organismes et avec les gouvernements respectifs, les actes d'inconduite sexuelle soient signalés, y compris ceux commis par des membres des organismes partenaires et des forces militaires ; et à ce que des services exhaustifs de soutien aux victimes soient offerts, en mettant principalement l'accent sur les services médicaux, de santé mentale et de soutien psychosocial.

---

<sup>1</sup> *WHO Response to the Ukraine Crisis. February 2023 Bulletin*. Genève; 2023 (<https://www.who.int/europe/publications/i/item/WHO-EURO-2023-6172-45937-68824>, consulté le 17 mars 2023).

<sup>2</sup> Disponible à l'adresse <https://response.reliefweb.int/fr/ukraine/health> (consulté le 13 mai 2023).

<sup>3</sup> Rapports du Groupe sectoriel pour la santé en Ukraine.

9. Tant en Ukraine que dans les pays qui reçoivent des réfugiés, les interventions de prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et de lutte contre de tels actes se sont axées sur le renforcement des fonctions de responsabilisation et de leadership en menant des activités de sensibilisation, en organisant des séances d'information et en aidant les pays à identifier, planifier et mettre en œuvre les mesures prioritaires ; en appliquant des mesures de prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et des mesures destinées à y remédier, en interne au sein du personnel de l'OMS et parmi les partenaires et collaborateurs dans le domaine de la santé ; en menant des activités de sensibilisation et de renforcement de la confiance dans les dispositifs de signalement de l'OMS ; et en contribuant à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans d'action conjoints de prévention de l'exploitation et des abus sexuels sous la direction d'une équipe spéciale chargée de la prévention de l'exploitation et des abus sexuels et dans le cadre de dispositifs de coordination des réseaux de prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels. L'OMS a rapidement établi une liste de consultants à l'échelle mondiale en vue de faciliter le déploiement d'experts à l'appui de la prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et des mesures destinées à y remédier et de promouvoir leur intégration dans le cadre des interventions. L'OMS a renforcé sa collaboration avec les partenaires de réserve, notamment les capacités mobilisables du Conseil norvégien pour les réfugiés et CANADEM, le Corps de réaction civile internationale du Canada, dans le but de mobiliser des capacités de montée en puissance à l'appui de l'intégration des mesures de prévention et de lutte contre l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels, ainsi que des capacités locales, selon les besoins. En février 2023, un spécialiste technique international et deux consultants nationaux avaient été recrutés en Ukraine ; deux spécialistes internationaux dans le domaine de la PRSEAH et de la violence fondée sur le genre, un spécialiste technique itinérant dans le domaine de la PRSEAH, un responsable technique bénévole des Nations Unies et trois consultants avaient été déployés dans les pays recevant des réfugiés, et un consultant avait été recruté au Siège pour renforcer l'intégration de la PRSEAH au sein de l'équipe d'appui à la gestion des incidents.

10. Les personnels nouvellement recrutés et déployés font systématiquement l'objet d'un contrôle par le biais de la base de données Clear Check de l'ONU et d'une vérification de leurs antécédents. Les experts et consultants déployés sont tenus de signer la liste de contrôle préalable au déploiement, qui confirme qu'ils ont lu la politique de l'Organisation sur la prévention de l'inconduite sexuelle et les mesures destinées à y remédier dans le cadre des opérations sanitaires de l'OMS, qu'ils répondent aux exigences de la formation obligatoire relative à la prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et aux mesures destinées à y remédier et qu'ils comprennent les conséquences de tout non-respect des exigences. En avril 2023, les contrôles dans la base de données Clear Check avaient donné un résultat positif pour plus de 600 personnels déployés dans le cadre de l'intervention d'urgence en Ukraine, parmi lesquels figurent des membres du personnel de l'OMS, des consultants, des personnels déployés dans le cadre du Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie (GOARN) et des membres du personnel des partenaires de réserve. Les responsables techniques de l'OMS continuent d'organiser des séances d'orientation en matière de PRSEAH à l'intention du personnel de l'Organisation, des équipes médicales d'urgence et des partenaires du Groupe sectoriel pour la santé au niveau opérationnel en Ukraine et dans les pays qui reçoivent des réfugiés. Fin février 2023, 962 personnes au total avaient été formées en Ukraine et dans les pays recevant des réfugiés, dont 109 membres du personnel de l'OMS, 144 personnes relevant des partenaires du Groupe sectoriel pour la santé, 15 membres du personnel des partenaires d'exécution en Ukraine et 231 membres du personnel des partenaires interinstitutions. La formation dispensée aux intervenants de première ligne dans les pays recevant des réfugiés en matière de PRSEAH couvrait notamment la violence fondée sur le genre, la santé mentale et le soutien psychosocial.

11. L'OMS continue de participer activement aux mesures conjointes dans le cadre des réunions interinstitutions consacrées à la PRSEAH et des sous-groupes de travail connexes, notamment en matière de genre, de violence fondée sur le genre, de protection de l'enfance, de responsabilité envers les populations touchées et de lutte contre la traite des personnes. En Ukraine, l'OMS contribue à des mesures conjointes visant à renforcer les mécanismes communautaires de plainte et les capacités des partenaires du Groupe sectoriel pour la santé en matière d'intégration de la PRSEAH à leurs opérations. En République de Moldova, l'OMS dirige les activités du réseau interinstitutions de prévention de l'exploitation et des abus sexuels, conjointement avec le HCR. L'OMS dirige l'évaluation conjointe des risques en matière de prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et contribue aux initiatives de renforcement des capacités en vue de disposer d'une réserve d'enquêteurs à l'appui des partenaires d'exécution dépourvus de capacités d'enquête. L'OMS a procédé à un examen opérationnel interne axé sur la mise en œuvre de la prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels et des mesures destinées à y remédier en Ukraine et dans les pays qui reçoivent des réfugiés afin d'inventorier les meilleures pratiques et d'établir des bilans d'expérience, qui sont utilisés aux fins de renforcer l'intégration de la PRSEAH en 2023.

### **Appui au secteur de la santé**

12. Dans la résolution, le Directeur général est prié de continuer à soutenir les secteurs de la santé en Ukraine et dans les pays qui reçoivent des réfugiés et ceux qui en accueillent en appliquant une approche fondée sur le système de santé, notamment par le biais de programmes de renforcement des capacités de préparation et d'action pour les soins de traumatologie et face aux victimes en grand nombre, ainsi que pour le maintien des services de santé de base et la promotion de l'accès à ceux-ci dans le contexte d'un conflit.

13. Selon les estimations, depuis le 24 février 2022, l'OMS a pu faire bénéficier 8,4 millions de personnes<sup>1</sup> en Ukraine de ses interventions sanitaires, portant notamment sur la livraison de fournitures et d'équipements médicaux et l'appui technique au travers de formations, d'orientations techniques et la coordination des partenaires en santé. L'OMS collabore directement avec le Ministère ukrainien de la santé et ses partenaires pour fournir des services en s'appuyant sur le système de santé existant, fournissant un soutien dans les zones où il est surchargé et où les services sont perturbés, et renforçant la sensibilisation communautaire dans les zones d'insécurité. L'OMS est déterminée à soutenir le rétablissement du système de santé, qui devra être plus solide, plus équitable, plus inclusif, aligné sur le programme de réforme du Gouvernement et axé sur la réalisation de la couverture sanitaire universelle. L'OMS a entamé des discussions avec le Ministère de la santé et le Service national de santé de l'Ukraine (le seul payeur des services de santé) sur les révisions du programme de garanties médicales, qui spécifie le contenu des ensembles nationaux de services de santé, afin de s'assurer que ceux-ci correspondent aux besoins de santé prioritaires actuels, dans le contexte de l'urgence et au-delà. En juin 2022, l'OMS a rédigé un document énonçant les principes destinés à guider le relèvement et la transformation du système de santé en Ukraine, afin d'éclairer le dialogue politique visant à reconstruire en mieux et à parvenir à un système de santé plus efficace.<sup>2</sup> L'OMS et ses partenaires ont par ailleurs appuyé les autorités nationales dans le cadre de l'élaboration du projet de plan de relèvement 2032 pour le secteur de la santé. L'Organisation a ensuite réuni les partenaires clés afin d'harmoniser la réflexion nationale sur les priorités à court terme, ce qui a débouché sur la publication, conjointement avec l'Union européenne, l'Agence des États-Unis pour le développement

---

<sup>1</sup> *WHO's response to the Ukraine crisis: annual report, 2022*. Organisation mondiale de la Santé, 2023 (<https://www.who.int/publications/i/item/WHO-EURO-2023-5897-45662-68308>, consulté le 17 mars 2023).

<sup>2</sup> *Principles to guide health system recovery and transformation in Ukraine*. Organisation mondiale de la Santé, Bureau régional pour l'Europe, 2022 (<https://www.who.int/ukraine/publications/i/item/WHO-EURO-2022-5750-45515-65155>, consulté le 17 mars 2023).

international et la Banque mondiale, d'un document de travail présentant les priorités pour le relèvement du système de santé en Ukraine, axé sur la prestation de services, les investissements, le financement de la santé et le renforcement institutionnel.<sup>1</sup>

14. L'OMS collabore avec le Ministère de la santé en vue de renforcer les politiques de santé publique, collaboration qui a mené à l'adoption en 2022 de la loi sur le système de santé publique, qui fournit un cadre juridique important pour la modernisation, la transformation et le développement futurs du système de santé publique en Ukraine aux fins de la protection et de la promotion de la santé et de la prévention des maladies. En outre, l'OMS continue à i) appuyer les efforts visant à améliorer les services d'eau, d'assainissement, d'hygiène et de gestion des déchets dans les établissements de santé ; ii) lutter contre la violence fondée sur le genre en tant que défi de santé publique. À cet égard, une analyse technique exhaustive des réglementations sanitaires liées à la violence fondée sur le genre a été menée, des recommandations ont été adressées au Gouvernement concernant des propositions d'améliorations, lesquelles ont été suivies de séances de formation sur la prévention de la violence fondée sur le genre et les mesures destinées à y remédier à l'intention des personnels chargés des soins de santé primaires.

15. Depuis le début de la guerre, l'OMS a soutenu le Ministère de la santé dans le cadre du renforcement des capacités d'environ 10 000 agents de santé dans un large éventail de domaines, parmi lesquels la prise en charge des problèmes de santé mentale, la traumatologie et la réadaptation, la prise en charge de victimes en grand nombre, l'exposition aux produits chimiques, les maladies infectieuses et la détection et la maîtrise des flambées épidémiques. L'OMS a coordonné 21 équipes médicales d'urgence internationales fournies par neuf organisations qui interviennent dans 10 oblasts dans le domaine des soins de traumatologie, du transfert des patients, de l'évacuation médicale, de la réadaptation, de la formation et des soins ambulatoires et hospitaliers. En février 2023, près de 20 000 consultations avaient été assurées, dont 12 % pour des traumatismes et 7 % pour des maladies infectieuses. L'OMS a organisé des formations de renforcement des capacités pour plus de 30 équipes médicales d'urgence nationales avant leur déploiement dans les oblasts les plus touchés. En février 2023, 35 équipes médicales d'urgence nationales avaient été mises en place au total, dont 10 fournissant des services de santé. À ce jour, ces équipes ont fourni une assistance médicale à plus de 13 000 personnes dans le besoin.<sup>2</sup>

16. L'OMS et ses partenaires locaux ont créé et déployé des unités de lutte contre les maladies non transmissibles et de santé mobile en Ukraine. L'initiative, lancée dans un premier temps dans l'oblast septentrional de Kyïv, a plus tard été étendue à six autres oblasts du nord et de l'est du pays. Les équipes mobiles ont assuré plus de 12 000 consultations en matière de maladies non transmissibles.<sup>3</sup>

17. Plus de 7000 produits d'assistance essentiels ont été distribués aux hôpitaux prenant en charge les patients de traumatologie, ciblant quelque 4000 patients dans 10 oblasts, livrés par 100 agents de réadaptation formés par l'OMS. Une équipe multidisciplinaire de 10 experts internationaux a été déployée dans l'oblast de Rivne afin de développer le pôle national pour le renvoi des patients atteints de lésions de la moelle épinière vers les services de réadaptation. Les experts internationaux ont également assuré des formations pour quatre hôpitaux aigus de quatre oblasts (Rivne, Vinnytsia, Kyïv et Ivano-Frankivsk), fournissant des soins pour les lésions de la moelle épinière aigües afin d'éviter les

---

<sup>1</sup> Priorities for health system recovery in Ukraine. Joint discussion paper. Bureau régional de l'OMS pour l'Europe et organismes partenaires (<https://www.who.int/ukraine/publications/m/item/priorities-for-health-system-recovery-in-ukraine-joint-discussion-paper>, consulté le 17 mars 2023).

<sup>2</sup> Rapports internes de l'OMS.

<sup>3</sup> Microsoft Power BI (<https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiNGMxYjFiZlZTYtNDRlZi00NmU5LWUwZGI0MDQwYmMzNDY3N2FlIiwidCI6ImY2MTBjMGI3LWJkMjQ0NGIzOS04MTBiLTNkYzI4MGFmYjU5MCI0jOh9>, consulté le 17 mars 2023).

complications pendant la période de réadaptation aiguë. L'OMS a aidé le Ministère de la santé et le Gouvernement ukrainiens à élaborer des amendements de la législation, de nouveaux règlements et réglementations sur les filières de réadaptation, ainsi que des procédures relatives à la fourniture de produits d'assistance tels que des prothèses.<sup>1</sup>

18. L'OMS continue de soutenir la riposte à la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) en renforçant la surveillance, en effectuant des analyses de situation hebdomadaires,<sup>2</sup> en mettant à l'échelle les capacités de dépistage dans les 26 laboratoires de santé publique, en dispensant des formations et en facilitant la prise en charge clinique des patients atteints de COVID-19, notamment dans les unités de soins intensifs. Depuis le début de la guerre, l'OMS a assuré 17 sessions de formation pratique au laboratoire, dont ont bénéficié plus de 480 experts. L'OMS a également appuyé le séquençage de nouvelle génération, la formation pratique continue du personnel du Centre ukrainien de santé publique, ainsi que la fourniture de réactifs et de consommables. Le Bureau de pays de l'OMS en Ukraine a organisé 18 webinaires dans des domaines techniques liés aux opérations de laboratoire, auxquels ont participé plus de 3200 personnes. En outre, l'OMS a réalisé des évaluations physiques de 65 laboratoires cliniques et d'amplification en chaîne par polymérase, et plus de 700 laboratoires cliniques ont été évalués en ligne. L'OMS a appuyé la conception et la fabrication du laboratoire mobile d'analyse haut débit, capable de tester plus de 3000 échantillons par jour selon les méthodes d'amplification en chaîne par polymérase et de test d'immunoabsorption enzymatique.

19. D'avril 2022 à février 2023, l'OMS et ses partenaires ont soutenu une campagne de vaccination de proximité pour les populations déplacées à l'intérieur du pays dans huit oblasts de l'ouest du pays. Au total, 49 000 doses de vaccin ont été administrées, principalement contre la COVID-19, mais également contre la diphtérie, la rougeole et la poliomyélite. Les services de communication sur les risques et de mobilisation communautaire de l'OMS ont créé un large éventail de supports de sensibilisation aux maladies infectieuses, notamment la variole simienne et le choléra, ainsi que sur d'autres maladies d'origine alimentaire et à transmission hydrique, qui ont été diffusés à plus d'un demi-million de personnes. Un projet visant à fournir des informations sur l'accès aux services de santé pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays dans les oblasts de Poltava, Zaporijia et Tchernihiv a été mis en œuvre conjointement avec les départements locaux de la santé, le Ministère de la santé et le Centre de santé publique de l'Ukraine. L'OMS soutient la riposte à la flambée de poliomyélite dérivée d'une souche vaccinale dans l'ouest de l'Ukraine grâce, notamment, à la surveillance syndromique et environnementale, à la vaccination, à la communication sur les risques et à la mobilisation communautaire, ainsi qu'à l'achat de matériel de laboratoire et de réactifs. Ces capacités opérationnelles ont été étendues à la riposte à la variole simienne.

20. L'OMS renforce la collaboration technique avec le Ministère de la santé en matière de gestion des événements chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires potentiels. Cette collaboration concerne notamment le renforcement des capacités et est étroitement liée aux activités des services médicaux d'urgence de l'Ukraine. L'OMS et ses partenaires ont assuré 25 formations à la préparation et à la riposte aux situations d'urgence chimique à l'intention de 726 premiers intervenants du système médical d'urgence et cliniciens des hôpitaux de recours. Une formation des formateurs à la prise en charge des traumatismes préalable à l'hospitalisation a été organisée, dont ont bénéficié 14 experts nationaux. Deux webinaires sur les situations d'urgence radiologique ont été organisés en mai et en juin à l'intention des médecins spécialistes. Fin février et début mars 2023, l'OMS a assuré deux formations pratiques sur la gestion des évaluations de l'exposition et de l'intervention médicale en cas de situation

---

<sup>1</sup> Rapports internes de l'OMS.

<sup>2</sup> Rapports de situation hebdomadaires sur la COVID-19 en Ukraine. Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé pour l'Europe (<https://cloud.phc.org.ua/index.php/s/72wxF7jNnrBx492>, consulté le 14 mars 2023).

d'urgence radiologique, auxquelles ont participé 30 cliniciens des oblasts de Rivne et de Khmelnytskyi. L'OMS a également fourni au Ministère de la santé, à la demande de celui-ci, du matériel pour les stocks de préparation et d'intervention face aux risques technologiques et industriels. Des supports de communication sur les risques et de mobilisation communautaire sur la préparation face aux événements nucléaires et chimiques ont été distribués en vue d'atteindre 819 000 personnes.

21. Compte tenu du fait que les femmes et les filles représentent 55 % de la population déplacée vulnérable,<sup>1</sup> les services de santé sexuelle et reproductive sont essentiels, notamment les services visant les victimes de violence fondée sur le genre comprenant la prise en charge du viol et des actes de violence infligée par un partenaire intime, ainsi que les services de santé mentale et de soutien psychosocial.<sup>2</sup> L'OMS s'est attachée à améliorer l'accès aux services de prise en charge clinique des victimes de viol et de violence infligée par un partenaire intime au niveau des soins de santé primaires, et à renforcer la coopération avec les autres organismes des Nations Unies et les autres parties prenantes dans le domaine de la prévention et de la lutte contre la violence fondée sur le genre. L'OMS participe activement au groupe de travail technique sur la santé sexuelle, reproductive, maternelle et infantile du Groupe sectoriel pour la santé et au sous-groupe du Groupe sectoriel pour la protection consacré à la violence fondée sur le genre. En coopération avec le Ministère de la santé, l'OMS a élaboré un module de formation sur la prestation de services aux victimes de violence fondée sur le genre, qui a déjà été déployé dans huit oblasts. Des formations ont été organisées en août pour les professionnels des soins de santé primaires des oblasts d'Odessa, de Dnipropetrovsk et de Kyïv, suivies de six autres sessions de formation dont ont bénéficié des professionnels des soins de santé de cinq oblasts supplémentaires (Poltava, Soumy, Kharkiv, Mykolaïv et Zaporijia). Au total, 212 professionnels de la santé ont achevé la formation, qui comprenait des modules sur l'identification des victimes de violence fondée sur le genre, la manière de traiter les préjugés à l'encontre des victimes parmi les professionnels de la santé, le soutien psychologique de première ligne, la prise en charge clinique des victimes de viol et de violence infligée par un partenaire intime, le soutien à la santé mentale complémentaire pour les victimes de violence fondée sur le genre et l'autoprise en charge pour les professionnels de la santé.

22. Le Centre pour la santé des réfugiés a fourni un soutien opérationnel immédiat aux pays qui accueillent des réfugiés, et a facilité la coordination et la collaboration pour assurer la cohérence des politiques et des interventions et le soutien aux stratégies, aux orientations et aux systèmes pour les interventions sanitaires des gouvernements nationaux et des partenaires en faveur des réfugiés. En particulier, il a appuyé la création de groupes de travail nationaux sur la santé en Pologne, en République de Moldova, en Roumanie et en Slovaquie afin de favoriser la coordination. Le Centre a également mis au point des informations interinstitutions pour orienter les évaluations de l'état de santé des réfugiés fuyant la guerre en Ukraine et il soutient les évaluations multisectorielles des besoins, y compris en matière de santé, de santé mentale et de soutien psychosocial en Hongrie, en Pologne, en République de Moldova, en Roumanie et en Slovaquie.

23. Le nombre de réfugiés enregistrés au titre de la directive de l'Union européenne relative à la protection temporaire a augmenté ces derniers mois.<sup>3</sup> Cependant, des cas d'obstacles à l'accès aux services de santé ont été signalés dans de nombreux pays. L'OMS et ses partenaires aident les organisations locales et les particuliers à améliorer l'accès ou à orienter les personnes vers des services gratuits ou subventionnés.

---

<sup>1</sup> DTM Ukraine – Internal Displacement Report – General Population Survey Round 12 (16-23 January 2023) | Displacement Tracking Matrix (iom.int) (<https://dtm.iom.int/reports/ukraine-internal-displacement-report-general-population-survey-round-12-16-23-january-2023>, consulté le 14 mars 2023).

<sup>2</sup> Humanitarian Needs Overview. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 2023 (<https://moz.gov.ua/article/news/ukraina-z-pochatku-roku-pererahuvala-majzhe-134-mln-griven-likarnjam-jaki-pracujut-v-timchasovij-okupacii->, consulté le 14 mars 2023).

<sup>3</sup> <https://data.unhcr.org/en/situations/ukraine> (consulté le 17 mai 2023).

L'OMS a mis au point un guide pour aider les réfugiés à obtenir un numéro du système électronique universel d'enregistrement de la population en Pologne, a procédé à une évaluation de l'accès aux soins de santé et de leur utilisation parmi les réfugiés ukrainiens en Bulgarie et en République de Moldova, et a mis en place des centres de coordination pour les équipes de gestion des situations d'urgence dans les deux pays. L'OMS a adopté une approche de l'opération d'aide aux réfugiés fondée sur les systèmes de santé, aidant les autorités nationales à veiller à ce que les systèmes de santé puissent répondre aux besoins des réfugiés tout en maintenant le niveau et la qualité des services aux communautés d'accueil. L'OMS a mené des études comportementales mettant en évidence les principaux obstacles à l'accès aux services de santé en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie et en Slovaquie. L'OMS facilite l'accès aux soins de santé primaires et d'urgence pour les réfugiés. En février 2023, 4000 personnes avaient été formées à la prestation de services de santé aux réfugiés et aux populations d'accueil dans les différents pays concernés, plus de 400 000 personnes avaient bénéficié d'un soutien pour accéder aux services de santé, dont 336 patients ayant bénéficié de services de prise en charge du VIH en Tchéquie, et les supports et produits de communication sur les risques avaient atteint près de 900 000 personnes dans les pays qui reçoivent des réfugiés. Près de 200 000 consultations ont été effectuées en matière de santé mentale et de soutien psychosocial en Bulgarie, en Pologne, en République de Moldova, et en Tchéquie. L'OMS a coordonné des équipes médicales d'urgence en République de Moldova, où plus de 6000 consultations ont été assurées. En Pologne, l'OMS a appuyé la création d'un centre de coordination des équipes médicales d'urgence pour aider le Ministère de la santé à mettre en place les normes de l'Organisation en matière d'évacuation médicale, d'assurance de la qualité du processus d'évacuation médicale et de rapatriement, de renforcement des capacités des acteurs concernés et de soutien à la gestion de services de transport médical. Le centre de coordination situé en Pologne a coordonné près de 6000 consultations par les équipes médicales d'urgence.<sup>1</sup>

24. Au 23 mars 2023, 2009 évacuations médicales<sup>2</sup> avaient eu lieu au total avec le soutien de l'Union européenne. Les patients évacués sont principalement traités pour un cancer ou des blessures liées au conflit. L'OMS a fourni un soutien technique aux évacuations médicales coordonnées par le Ministère ukrainien de la santé, notamment en apportant un appui technique à l'équipe spéciale d'évacuation médicale, en appuyant l'unité d'évacuation médicale du Ministère ukrainien de la santé afin de coordonner les équipes de gestion des situations d'urgence, en collaboration avec le processus d'évacuation médicale de la Commission européenne. L'OMS collabore actuellement avec la Commission européenne et le Ministère ukrainien de la santé sur une proposition de système et de mécanismes d'évacuation médicale et de rapatriement coordonnés pour les patients qui ont été évacués pour raisons médicales dans le cadre du processus actuel et qui peuvent et souhaitent retourner en Ukraine.

25. L'accès aux services de santé demeure un problème signalé par une part significative des réfugiés ukrainiens. Il ressort des entretiens réalisés par le HCR en Hongrie, en Pologne, en République de Moldova, en Roumanie et en Slovaquie entre octobre 2022 et février 2023 que 25 % des répondants qui avaient besoin de soins de santé rencontraient des difficultés, dues principalement aux longs délais d'attente, à la barrière linguistique et à l'accessibilité financière. Trente-trois pour cent des répondants citaient les soins de santé comme figurant parmi leurs trois besoins les plus urgents.<sup>3</sup> Selon les entretiens réalisés par le HCR en Bélarus entre juillet et fin septembre 2022, 18 % des répondants citaient les soins

---

<sup>1</sup> WHO's response to the Ukraine crisis: annual report, 2022. Organisation mondiale de la Santé, Bureau régional pour l'Europe, 2023 (<https://www.who.int/publications/i/item/WHO-EURO-2023-5897-45662-68308>, consulté le 14 mars 2023).

<sup>2</sup> Centre de coordination de la réaction d'urgence. Carte journalistique de la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire d'urgence. Opérations d'évacuation médicale ([https://ercportal.jrc.ec.europa.eu/ercmaps/20230323\\_DM\\_MEDEVAC\\_Ukraine\\_ISAA.pdf](https://ercportal.jrc.ec.europa.eu/ercmaps/20230323_DM_MEDEVAC_Ukraine_ISAA.pdf), consulté le 14 mars 2023).

<sup>3</sup> Regional Risks and Needs of Refugees from Ukraine. Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (<https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoiZjYwMDFhMzMtMTJjZS00NzU1LTkzYzgtNTNhN2FiNjU3Y2RlIiwidCI6ImU1YzM3OTgxLTY2NjQtNDZlNC04YTBlTY1NDkMmFmODBiZSIsImMiOiJh9>, consulté le 14 mars 2023).



de santé comme figurant parmi leurs trois besoins les plus urgents.<sup>1</sup> Selon les estimations, 26 % des répondants réfugiés en Bélarus ont indiqué qu'au moins un membre de leur ménage avait un besoin spécifique, notamment des personnes aux besoins médicaux graves, des personnes âgées et des personnes vivant avec un handicap, ayant des besoins supplémentaires et particuliers non gratuits, ainsi que des personnes ayant connu une situation de détresse psychosociale ou de traumatisme. Parmi les autres groupes à risque figurent les enfants, en particulier les enfants non accompagnés ou séparés et les enfants handicapés, notamment ceux qui ont connu une situation de détresse psychosociale ou de traumatisme, ainsi que les ménages où une seule personne est chargée des soins et les femmes enceintes et allaitantes. Le Bélarus accueille une proportion importante de réfugiés âgés, dont environ 22 % de plus de 60 ans. Les besoins liés à l'âge, notamment à la vue, à l'ouïe, à la mobilité et à la détresse psychosociale, sont dès lors également plus importants parmi la population réfugiée.<sup>2</sup>

### Achat de médicaments essentiels et de fournitures

26. Dans la résolution, le Directeur général est prié de soutenir l'achat durable de médicaments essentiels, d'équipements médicaux et d'autres technologies de la santé.

27. L'OMS soutient le système d'achats et d'approvisionnement du Ministère ukrainien de la santé à plusieurs niveaux et aide les partenaires à gérer les stocks d'urgence, ce qui permet de répondre efficacement aux demandes ponctuelles et d'estimer les pénuries. Outre les principaux entrepôts destinés aux marchandises entrantes (Kyïv et Lviv comme principaux entrepôts de secours), l'OMS a renforcé sa présence à Dnipro, à Odessa et à Poltava et donc accru les capacités d'entreposage dans l'ensemble de l'Ukraine et renforcé son système de distribution et sa réactivité en termes d'envoi de marchandises dans les régions difficiles d'accès. L'OMS a acheté 2100 tonnes de médicaments et de fournitures médicales, d'une valeur de plus de 75 millions USD. Des fournitures utilisées en traumatologie, d'une valeur de plus de 5,7 millions USD, ont été distribuées, ce qui a permis de réaliser jusqu'à 44 250 interventions chirurgicales ; plus de 2,1 millions USD de fournitures d'urgence et plus de 5 millions USD de médicaments pour la prise en charge des maladies chroniques ont été distribués, et près de 5,57 millions de personnes en ont bénéficié ; et des kits de diagnostic du choléra d'une valeur de plus de 200 000 USD ont été distribués pour dépister jusqu'à 15 000 cas. Des kits ont également été achetés à hauteur de 110 205 USD pour prendre en charge jusqu'à 18 000 cas de pneumonie.<sup>3</sup>

28. L'OMS participe aux convois interinstitutions hebdomadaires et mène ses propres missions dans les régions les plus touchées situées à moins de 20 kilomètres de la ligne de conflit. Ces convois livrent des fournitures médicales aux établissements de santé afin d'appuyer la continuité des prestations de services dans les oblasts de Donetsk, Kharkiv, Kherson et Mykolaïv. Plus de 200 000 personnes vivant le long de la ligne de front ont pu être traitées grâce aux fournitures livrées aux fins de la prestation de services de santé vitaux dans ces zones à haut risque. La collaboration avec les associations bénévoles est souvent cruciale pour appuyer l'accès à ces régions. Cinquante et une missions avaient été menées à bien fin février 2023.<sup>4</sup>

<sup>1</sup> Ukraine Situation: Belarus – Protection Profiling and Monitoring Factsheet – October 2022 (<https://data.unhcr.org/en/documents/details/96698>, consulté le 14 mars 2023).

<sup>2</sup> Regional Refugee Response Plan for the Ukraine Situation. Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et partenaires interinstitutions, 2022 (. <https://data.unhcr.org/en/documents/details/92257>, consulté le 25 mars 2023).

<sup>3</sup> Impact estimé des kits de soins de santé de base et de traumatologie (<https://app.powerbi.com/groups/me/reports/e9838e27-7d9f-4921-b3b2-bcb96adbe414/ReportSection82efb3ef21b7a8827ec7?ctid=f610c0b7-bd24-4b39-810b-3dc280afb590&bookmarkGuid=fe488ed0-09cc-4d02-9429-4e912c025d04>, consulté le 14 mai 2023).

<sup>4</sup> Rapport interne de l'OMS sur l'organisation des convois.

29. De mars 2022 à février 2023, l'OMS a livré 150 tonnes de fournitures et de matériel d'une valeur totale de plus de 10 millions USD aux pays accueillant des réfugiés, notamment à la Hongrie, à la Pologne, à la République de Moldova et à la Roumanie. Ces fournitures et équipements comprennent 310 respirateurs, des approvisionnements en sang, des fournitures médicales, des équipements de protection individuelle et d'autres fournitures de lutte anti-infectieuse, des fournitures chimiques (tels que des tubes oropharyngés pour masques à oxygène), des médicaments pour le traitement du VIH et de la tuberculose et des fournitures de réadaptation et de laboratoire.<sup>1</sup>

### **Surveillance des attaques visant les services de santé**

30. Dans la résolution, le Directeur général est prié de poursuivre la surveillance, la collecte, l'enregistrement et la diffusion de données sur les attaques commises contre les établissements de santé, les agents de santé, les moyens de transports sanitaires et les patients en Ukraine.

31. Au 28 février 2023, un total de 859 attaques visant les services de santé, ayant fait directement 136 blessés et 101 morts, avaient été vérifiées grâce au système de surveillance des attaques visant les soins de santé.<sup>2</sup>

### **Prise en charge des besoins psychosociaux et de santé mentale**

32. Dans la résolution, le Directeur général est prié d'évaluer, en coopération étroite avec les autorités nationales, les partenaires du Groupe sectoriel pour la santé et d'autres groupes sectoriels et organismes compétents du système des Nations Unies, l'étendue et la nature de la morbidité psychiatrique et des autres formes de problèmes de santé mentale découlant de la situation qui perdure en Ukraine, dans les pays qui reçoivent des réfugiés et dans ceux qui en accueillent.

33. En 2022, le Gouvernement ukrainien a bénéficié du soutien de l'OMS pour mettre en place un conseil de coordination intersectorielle en matière de santé mentale et de soutien psychosocial relevant du Premier Ministre ukrainien, à la suite de quoi le programme national de santé mentale et de soutien psychosocial a été lancé en mai 2022 sous les auspices de la Première Dame d'Ukraine, Olena Zelenska. L'OMS facilite les interventions interinstitutions en coprésidant le groupe de travail sur la santé mentale et le soutien psychosocial,<sup>3</sup> qui sert de plateforme de coordination des efforts combinés dans ce domaine et dont font partie quelque 270 partenaires, dont des organismes des Nations Unies, des organisations non gouvernementales internationales et nationales, des représentants de la communauté scientifique et des associations professionnelles. Afin de faciliter la coordination et de permettre les renvois entre les différents services et prestataires, le groupe est chargé de répertorier les services de santé mentale et de soutien psychosocial en coopération avec les groupes sectoriels pour la santé, la protection et l'éducation.

---

<sup>1</sup> OSL distribution report: neighboring countries – Ukraine conflict 2022 (<https://app.powerbi.com/groups/me/reports/7e4cc79c-c3ce-4810-ad5c-789ab10e5663/ReportSection?ctid=f610c0b7-bd24-4b39-810b-3dc280afb590&openReportSource=ReportInvitation>, consulté le 14 mai 2023).

<sup>2</sup> Surveillance system for attacks on health care [page Web]. Genève, Organisation mondiale de la Santé, 2022 (<https://extranet.who.int/ssa/Index.aspx>, consulté le 14 mai 2023).

<sup>3</sup> Groupe de travail technique sur la santé mentale et le soutien psychosocial. Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (<https://response.reliefweb.int/fr/ukraine/mental-health-and-psychosocial-support-technical-working-group>, consulté le 14 mars 2023).

34. L'OMS a appuyé l'élaboration de la feuille de route opérationnelle sur les actions multisectorielles de soutien prioritaires en matière santé mentale et de soutien psychosocial en Ukraine pendant et après la guerre,<sup>1</sup> approuvée par le conseil de coordination intersectorielle en décembre 2022. S'appuyant sur l'objectif global d'assistance en matière de santé mentale et de soutien psychosocial en Ukraine, cette feuille de route vise à donner un aperçu consolidé des priorités envisagées dans ce domaine, en fonction du contexte local et de la vision du Gouvernement ukrainien, avec les partenaires nationaux et internationaux et sur la base des meilleures données probantes et ressources disponibles, à l'intention de l'ensemble des parties prenantes en matière de santé mentale et de soutien psychosocial participant déjà ou se joignant actuellement aux interventions d'urgence et aux efforts de relèvement en Ukraine.

35. Sur la base de son Programme d'action Comblant les lacunes en santé mentale, l'OMS a apporté son soutien au Ministère ukrainien de la santé aux fins du lancement d'un nouvel ensemble de services de santé mentale au sein des soins de santé primaires dans le cadre du programme étatique de garanties médicales. Le 7 novembre 2022, l'OMS et le Ministère de la santé ont signé un mémorandum de coopération en vue de mobiliser les efforts des partenaires et de contribuer au renforcement des capacités des agents chargés des soins de santé primaires en matière de prise en charge des problèmes de santé mentale courants, au moyen des outils du Programme d'action Comblant les lacunes en santé mentale. Quarante-huit nouveaux formateurs ont été formés dans le cadre de ce programme, outre les 56 formateurs qui avaient déjà été formés précédemment. Le Ministère de la santé, le Service national de santé de l'Ukraine, l'OMS et divers partenaires ont élaboré un cours en ligne sur la prise en charge des problèmes de santé mentale dans les structures de soins de santé primaires, basé sur les supports de formation du Programme d'action Comblant les lacunes en santé mentale et que les participants peuvent suivre à leur rythme. Le cours est à la disposition de tous les personnels de soins de santé primaires en Ukraine (quelques 50 000 agents de santé) depuis décembre 2022. L'OMS a également formé et supervisé 30 équipes communautaires de santé mentale selon le modèle introduit en Ukraine en 2021. En 2022, plus de 5000 personnes ont bénéficié des services de ces équipes. Enfin, l'OMS, en partenariat avec le programme national de santé mentale et de soutien psychosocial, a lancé une initiative visant à promouvoir les stratégies d'auto-assistance au sein de la population ukrainienne sur la base du cours Self-Help Plus, qui comprend notamment une campagne de communication destinée à promouvoir une culture d'auto-assistance et à encourager le recours aux stratégies de gestion du stress par les adultes. Entre juin et décembre 2022, l'OMS a formé 248 formateurs au cours Self-Help Plus dans l'ensemble de l'Ukraine.

### **Allocation des ressources**

36. Dans la résolution, le Directeur général est prié de veiller à l'allocation des ressources humaines et financières suffisantes pour atteindre les objectifs énoncés dans la résolution.

37. Il a été difficile de recruter assez de personnel pour l'ensemble des interventions. On a privilégié les contrats à court et à moyen terme pour des experts techniques hautement qualifiés. Cela a entraîné d'importantes difficultés en matière de mobilisation de ressources humaines aux trois niveaux d'intervention. À l'heure actuelle, la gestion des ressources humaines a été élargie pour inclure des partenaires de réserve et des déploiements par l'intermédiaire du Réseau mondial d'alerte et d'action en cas d'épidémie pour combler les lacunes. L'équipe des ressources humaines a été reconfigurée au Siège de l'OMS, au Bureau régional de l'Europe et au Bureau de l'OMS en Ukraine afin de faciliter le recrutement de spécialistes techniques qualifiés. Au total, 178 déploiements ont eu lieu dans le cadre de l'intervention en Ukraine.

---

<sup>1</sup> Ukrainian Prioritized Multisectoral Mental Health and Psychosocial Support Actions During and After the War: Operational Roadmap. Organisation mondiale de la Santé, Gouvernement ukrainien, 2022 (<https://reliefweb.int/report/ukraine/ukrainian-prioritized-multisectoral-mental-health-and-psychosocial-support-actions-during-and-after-war-operational-roadmap-enuk>, consulté le 17 mars 2023).

38. Les efforts de mobilisation de ressources ont été fructueux en 2022 : 140 millions USD ont été mobilisés à l'appui de l'action de l'OMS en Ukraine et dans les pays qui reçoivent des réfugiés. Un appel a été lancé pour la période allant de janvier à décembre 2023, dans lesquels les besoins en ressources de l'OMS pour l'Ukraine et les pays qui reçoivent des réfugiés sont estimés à 240 millions USD, à savoir 160 millions USD pour l'action sanitaire en Ukraine et 80 millions USD pour répondre aux besoins de santé des réfugiés ukrainiens dans les pays qui les reçoivent. Fin février 2023, 39,5 millions USD seulement avaient été mobilisés, soit 16 % du montant sollicité. L'OMS continuera de collaborer avec ses partenaires pour obtenir les ressources financières nécessaires pour répondre aux besoins à moyen et à long terme, étant donné qu'il est probable que le conflit se poursuive cette année, et qu'il faudra financer le relèvement et la reconstruction.

### **Répercussions sur la santé**

39. Dans la résolution, le Directeur général est prié de faire rapport à la Soixante-Seizième Assemblée mondiale de la Santé, en 2023, par l'intermédiaire du Conseil exécutif à sa cent cinquante-deuxième session, sur l'application de la présente résolution, y compris une évaluation des répercussions directes et indirectes de l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine sur la santé de la population ukrainienne, ainsi que des répercussions sur la santé dans la région et au-delà.

40. Au 27 février 2023, 21 580 victimes civiles avaient été recensées, dont 8101 morts et 13 479 blessés,<sup>1</sup> bien que l'on s'attende à ce que le bilan réel soit beaucoup plus élevé. Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays est estimé à près de 5,35 millions et 8,1 millions de réfugiés ont été recensés dans toute l'Europe, dont plus de 5 millions au titre de la directive de l'Union européenne relative à la protection temporaire ou de régimes de protection similaires.<sup>2</sup> Selon la définition de l'Organisation des Nations Unies, 17,6 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire.<sup>3</sup>

41. Compte tenu des données limitées sur la morbidité et la mortalité primaires, lesquelles sont essentielles pour suivre l'état de santé de la population, il demeure difficile d'identifier les tendances et les risques émergents en matière de santé et d'élaborer des interventions efficaces. En raison des perturbations dont souffrent la collecte et la communication des données, auxquelles s'ajoutent les politiques strictes concernant l'accès aux données pour des raisons de sécurité, ainsi que des déplacements continus de population vers les pays voisins, en provenance de ces pays et au sein de ceux-ci, il a été difficile de planifier et d'évaluer les interventions sanitaires et de mesurer l'impact de la guerre sur la population. Depuis 2014, les données relatives à toutes les zones de santé de la République autonome de Crimée et de la ville de Sébastopol demeurent inaccessibles.

42. La surveillance des événements couvre différentes catégories de risque, parmi lesquelles les flambées de maladies infectieuses, les déplacements de personnes à l'intérieur du pays et leurs besoins de santé, les dangers pour l'environnement et les événements chimiques, radiologiques ou nucléaires, dont des signaux ont été détectés et ont fait l'objet d'enquêtes. L'OMS a été en mesure de produire une analyse mensuelle de la situation en matière de santé publique couvrant tous les oblasts d'Ukraine, à

---

<sup>1</sup> Ukraine: civilian casualty update 27 February 2023. Genève, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 2022 (<https://www.ohchr.org/en/news/2023/02/ukraine-civilian-casualty-update-27-february-2023>, consulté le 17 mars 2023)

<sup>2</sup> Operational Data Portal – Ukraine Refugee Situation. Genève, Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, 2023 (<https://data.unhcr.org/fr/situations/ukraine>, consulté le 17 mars 2023).

<sup>3</sup> Ukraine Humanitarian response – key achievements in 2022: Ukraine Situation Report, mis à jour le 10 février 2023. New York, Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, 2022 (<https://reports.unocha.org/en/country/ukraine/>, consulté le 17 mars 2023).

l'exception des oblasts de Louhansk et de Kherson, pour lesquels on ne dispose pas de données.<sup>1</sup> Les données provenant des évaluations successives des besoins selon une approche de production participative dans des oblasts tels que ceux de Kharkiv et Kherson, montrent davantage d'obstacles entravant l'accès aux services de santé essentiels au niveau des soins primaires et spécialisés, ainsi qu'un accès limité aux médicaments pour le traitement des affections chroniques. L'évaluation a révélé que le coût et la disponibilité des services et des médicaments sont les deux principaux obstacles. L'OMS a également réalisé deux cycles d'évaluation des besoins sanitaires représentatifs, en septembre<sup>2</sup> et en décembre 2022,<sup>3</sup> dont les résultats montrent que parmi les personnes qui ont cherché à accéder aux services, trois répondants sur quatre ont indiqué s'être heurtés à un ou plusieurs obstacles, les principaux étant le coût et le temps. Les évaluations montrent également que les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les personnes résidant à proximité de la ligne de front ont un accès relativement plus limité aux soins de santé. Onze pour cent d'entre elles ont déclaré n'avoir aucun accès aux médicaments en raison de leur coût ou de leur indisponibilité, contre 20 % lors du premier cycle d'évaluation. L'OMS et le Ministère de la santé ont lancé conjointement le Système de surveillance de la disponibilité des ressources et services de santé, qui a été mis en œuvre de manière échelonnée. La première phase, couvrant 10 oblasts prioritaires du nord, de l'est et du sud du pays, a été achevée. Le suivi couvre différents domaines de prestation de services de santé dans les établissements de santé, notamment le statut opérationnel et l'accessibilité, les équipements de base, le système d'information sanitaire et la disponibilité des services. Les résultats préliminaires montrent que jusqu'à 13 % des établissements évalués sont partiellement ou totalement inopérants, la situation étant la pire dans l'oblast de Donetsk, où jusqu'à 55 % des établissements de santé publics ne sont pas pleinement opérationnels. En ce qui concerne la disponibilité des services, plus de 15 % des établissements de santé ne fournissent pas de services complets pour les maladies non transmissibles, 13 % des établissements ne fournissent pas de soins maternels ou néonataux ou ne les fournissent que partiellement, et les services sont bien plus limités dans les oblasts comme Donetsk, Soumy et Tchernihiv, où entre 20 % et 35 % des établissements de santé ne sont pas en mesure d'assurer pleinement ces services.

43. En ce qui concerne les urgences de santé publique de portée internationale, la COVID-19 continuait de représenter un risque important, en particulier compte tenu des faibles taux de vaccination et de l'apparition de nouveaux variants, malgré le fait que le nombre de cas de COVID-19 et d'hospitalisations demeure relativement bas. En février 2023, cinq cas de variole simienne avaient été confirmés.

44. La Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine a signalé de multiples incidents liés à la violence de genre. Les victimes étaient âgées de 4 à 82 ans.<sup>4</sup> Dans toute l'Ukraine, les professionnels n'ont pas les connaissances et les compétences spécifiques nécessaires pour s'occuper

---

<sup>1</sup> Analyse régionale de la situation de la santé publique en Ukraine, 28 février 2023.

<sup>2</sup> *Health needs assessment of the adult population in Ukraine: Survey report*. Organisation mondiale de la Santé, Bureau régional pour l'Europe, septembre 2022 (<https://www.who.int/europe/publications/i/item/WHO-EURO-2023-6904-46670-68538>, consulté le 17 mars 2023).

<sup>3</sup> *Health needs assessment of the adult population in Ukraine: Survey report*. Organisation mondiale de la Santé, Bureau régional pour l'Europe, décembre 2022 (<https://www.who.int/europe/publications/i/item/WHO-EURO-2023-6904-46670-68538>, consulté le 17 mars 2023).

<sup>4</sup> Update by the Chair of the Independent International Commission of Inquiry on Ukraine, at the 51st session of the Human Rights Council, 23 September 2022. Genève, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 2022 (<https://www.ohchr.org/en/statements/2022/09/update-chair-independent-international-commission-inquiry-ukraine-51st-session>, consulté le 17 mars 2023).

des victimes.<sup>1</sup> L'accès à certains services de santé sexuelle et reproductive s'avère difficile en raison des attaques visant les services de santé et des perturbations du fonctionnement du système de santé ukrainien. Pour de nombreuses femmes enceintes, le manque d'accès à des soins obstétricaux de qualité, y compris les soins obstétricaux d'urgence et les soins aux nouveau-nés, représente un problème et accroît le risque de mortalité et de morbidité maternelles. Plusieurs facteurs, parmi lesquels les fermetures de pharmacies, les dégâts aux installations et les importantes perturbations de la chaîne d'approvisionnement, empêchent la distribution de médicaments essentiels en matière de santé sexuelle et reproductive.<sup>2</sup> D'après les données du Système de surveillance de la disponibilité des ressources et services de santé collectées auprès des établissements de santé publics des dix oblasts les plus touchés par la guerre, les services de prise en charge clinique des cas de viol et de violence infligée par le partenaire intime sont disponibles dans moins d'un tiers des établissements de santé publics du sud-est du pays, le taux d'accès étant relativement plus élevé dans les établissements de niveaux secondaire et tertiaire. Selon ONU-Femmes, des cas de violence fondée sur le genre ont été signalés, notamment des cas de traite des personnes, de même que des difficultés d'accès aux services liés à la violence de genre et à la santé sexuelle et reproductive pour les personnes déplacées au-delà de la frontière ukrainienne. Bien que les obstacles entravant l'accès diffèrent d'un pays à l'autre, il s'agit notamment des lois restrictives en matière d'avortement et de contraception d'urgence ; du coût élevé des services de santé sexuelle et reproductive ; de barrières linguistiques et autres difficultés liées à la complexité des exigences des systèmes de santé étrangers ; du manque de protocoles solides des systèmes de santé pour les services de santé sexuelle et reproductive ; des longs retards d'accès aux soins spécialisés en gynécologie et obstétrique ; du manque de coopération entre le système de santé public et les structures d'appui de la société civile ; et de la faiblesse des cadres de protection pour certains groupes.<sup>3</sup>

45. En février 2023, le système de surveillance des événements avait détecté plus de 30 signaux médiatiques en open source concernant le rejet de produits chimiques industriels à cause de la guerre dans les oblasts de Donetsk, Kharkiv, Louhansk, Soumy et Zaporijia, apparemment sans conséquences sur la santé publique. L'OMS et ses partenaires continuent de surveiller et de vérifier ces signaux. Le risque reste élevé de voir se déclencher une situation d'urgence radiologique en raison d'un bombardement des centrales nucléaires, d'une panne de l'alimentation électrique d'un réacteur ou de l'incapacité à en assurer l'entretien nécessaire. L'Agence internationale de l'énergie atomique s'est déclarée préoccupée par le risque d'accident grave mettant en péril la santé humaine et l'environnement à la suite des bombardements signalés près de la centrale nucléaire de Zaporijia.<sup>4</sup>

46. Les conséquences de la guerre en Ukraine sont considérables, exacerbant notamment l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Fin février 2023, 1600 traversées au départ de ports ukrainiens avaient permis de transporter 24 millions de tonnes de céréales et d'autres denrées alimentaires dans le cadre de l'initiative céréalière de la Mer Noire. L'indice des prix des produits alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui couvre un panier de produits alimentaires de base,

---

<sup>1</sup> Conflit en Ukraine : un rapport de l'ONU appelle à mettre fin à l'impunité des auteurs de violence sexuelle. Communiqué de presse, 16 février 2017. Genève, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, 2022 (<https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2017/02/ukraine-conflict-end-impunity-sexual-violence-un-report-urges?LangID=E&NewsID=21187>, consulté le 27 novembre 2022).

<sup>2</sup> Making the Invisible Visible An evidence-based analysis of gender in the regional response to the war in Ukraine. Équipe spéciale régionale chargée des questions de genre, ONU-Femmes, octobre 2022 ([https://eca.unwomen.org/sites/default/files/2022-10/RGTF\\_MakingTheInvisibleVisible\\_ENG\\_0.pdf](https://eca.unwomen.org/sites/default/files/2022-10/RGTF_MakingTheInvisibleVisible_ENG_0.pdf), consulté le 17 mars 2023).

<sup>3</sup> Making the Invisible Visible An evidence-based analysis of gender in the regional response to the war in Ukraine. Équipe spéciale régionale chargée des questions de genre, ONU-Femmes, octobre 2022 ([https://eca.unwomen.org/sites/default/files/2022-10/RGTF\\_MakingTheInvisibleVisible\\_ENG\\_0.pdf](https://eca.unwomen.org/sites/default/files/2022-10/RGTF_MakingTheInvisibleVisible_ENG_0.pdf), consulté le 17 mars 2023).

<sup>4</sup> IAEA Director General Statement on Situation in Ukraine (<https://www.iaea.org/newscenter/pressreleases/update-148-iaea-director-general-statement-on-situation-in-ukraine>, consulté le 14 mai 2023).

---

a chuté pendant 10 mois consécutifs depuis les niveaux record atteints au mois de mars de l'année dernière. Toutefois, l'inflation des prix alimentaires demeure élevée dans le monde. D'après le Programme alimentaire mondial, 349 millions de personnes dans 79 pays sont en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Cette situation devrait s'aggraver, l'offre alimentaire mondiale devant tomber à son niveau le plus bas sur trois ans en 2022/2023.<sup>1</sup> Plus de 18 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire grave, soit 5,6 millions de personnes de plus que lors du dernier rapport du Secrétaire général des Nations Unies en juin 2022.<sup>2</sup>

## MESURES À PRENDRE PAR L'ASSEMBLÉE DE LA SANTÉ

49. L'Assemblée de la Santé est invitée à prendre note du rapport et à donner des orientations sur la question suivante :

- Comment le Secrétariat peut-il renforcer l'intervention humanitaire de l'Organisation et favoriser la transition vers un développement durable en Ukraine et dans les pays accueillant des réfugiés ?

= = =

---

<sup>1</sup> Joint Statement by the Heads of the Food and Agriculture Organization, International Monetary Fund, World Bank Group, World Food Programme and World Trade Organization on the Global Food and Nutrition Security Crisis. 8 February 2023 (<https://www.wfp.org/news/joint-statement-heads-food-and-agriculture-organization-international-monetary-fund-world-0>, consulté le 17 mars 2023).

<sup>2</sup> Document S/2022/1019 du Conseil de sécurité des Nations Unies ([https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S\\_2022\\_1019.pdf](https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2022_1019.pdf), consulté le 14 mai 2023).